

Communiqué de presse

Dimanche 14 février 2016

Appel civique contre l'initiative de renvoi des étrangers criminels

Le bureau romand d'economiesuisse a coordonné un appel civique en se mettant à disposition de personnalités de l'économie, inquiètes des conséquences de l'initiative de renvoi des étrangers criminels. Il paraît ce jour sous forme d'annonce dans Le Matin Dimanche. Des patrons d'entreprise et de PME, des procureurs généraux, des représentants des syndicats, des Eglises et des milieux académiques ainsi que des Conseillers d'Etat se joignent à des citoyens, sous le titre « Gardons le sens de la mesure, préservons notre Etat de droit ! ».

Des chefs d'entreprise de renom ont répondu à l'appel ainsi que des patrons de PME et des organisations économiques membres d'economiesuisse. « La séparation des pouvoirs, le principe de proportionnalité, la non-discrimination sont des piliers de notre Etat de droit et de notre vivre-ensemble. L'économie a tout intérêt à ce qu'ils soient préservés. Sans compter que cette initiative créerait un obstacle supplémentaire au maintien de la voie bilatérale avec l'Union européenne » précise Patrick Odier, vice-président d'economiesuisse.

Le président de la Conférence des gouvernements cantonaux, des Conseillers d'Etat, les Procureurs généraux du canton de Vaud et de Fribourg, des représentants des syndicats et d'Eglises – entre autres – ainsi que des citoyens ont également signé l'appel.

« A ce stade, il s'agit de convaincre les indécis que la révision du code pénal mise sous toit par le Parlement est sévère et juste, et correspond à la décision du peuple de 2010. L'initiative contient 35 nouveaux délits mineurs qui conduisent à une expulsion automatique de personnes bien intégrées dans notre pays, voire qui y sont nées, sans qu'un juge puisse s'y opposer. C'est indigne pour un pays comme le nôtre qui jouit d'une excellente réputation notamment pour le respect des Droits de l'homme. Sans compter que nous gagnons 1 franc sur 2 à l'étranger et que cette initiative rendrait encore plus difficile le maintien de la voie bilatérale. » souligne Patrick Odier. Et de rappeler qu'economiesuisse est la seule faïtière nationale de l'économie à avoir, l'an passé déjà, pris officiellement position contre cette initiative et à s'engager activement aux côtés des opposants.

Les quelque 70 signatures ont été récoltées en moins de trois jours. Cet appel se veut une contribution à la campagne menée avec grand engagement par le PLR Suisse, ainsi qu'aux opérations de SuccèsSuisse et de l'association *Appel urgent aux Suissesses et aux Suisses*.

Renseignements

Cristina Gaggini, directrice romande
078 781 82 39
cristina.gaggini@economiesuisse.ch